

**RAPPORT N° 2025/3-41
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS DSIL ETAT 2025 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PARC AQUATIQUE AQUANOR ET POUR DES TRAVAUX DE SECURISATION DU SENTIER LITTORAL NORD

Dans la poursuite des investissements engagés pour l'amélioration des infrastructures et équipements sur son territoire, la CINOR soutient une programmation de travaux ayant pour objectif la réhabilitation d'équipements de loisir, bâtiments et infrastructures qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation nécessitent un accompagnement.

Les deux opérations faisant l'objet d'une demande de cofinancement auprès des services de l'Etat et de la Préfecture portent sur la mise en sécurité du sentier littoral nord sur un cheminement linéaire sur plusieurs des communes membres. Le second dossier présenté est celui de la réhabilitation partielle du parc aquatique AQUANOR sur la Commune de Saint Denis.

Le cadre de financement est la DSIL, dotation de soutien à l'investissement local, qui permet sous forme d'une dotation d'aider à la réalisation de travaux d'investissement sur notre territoire, après dépôt d'une demande de subvention soumise à analyse et instruction des services de l'Etat. Ce cadre prévoit une possibilité de subvention sur appel à projet 2025 pour des opérations portées par les Collectivités et n'ayant pas connu un commencement d'exécution avant réception de la demande de financement. Les thèmes proposés par la CINOR entrent dans les critères d'éligibilité de cette subvention, la décision préfectorale étant susceptible d'intervenir sous deux mois.

Pour le dossier de demande de subvention DSIL Parc Aquatique AQUANOR :

Les travaux consisteront notamment en :

- Réhabilitation partielle du site (pompes, menuiseries, bâtimentaire, plomberie et chauffage,...etc) ;
- Mise en sécurité des équipements exploités avant passage d'une commission de sécurité pour toute perspective d'ouverture au Public,

L'enveloppe budgétaire CINOR affectée à l'opération AQUANOR s'élève à **1 230 000.00 € HT.**

Pour le dossier de demande de subvention DSIL mise en sécurité du sentier littoral Nord :

Les travaux consisteront notamment en :

- Travaux de barriérage sur le parcours littoral indiqué, afin de réaliser divers travaux de sécurisation et de mise aux normes du sentier littoral Nord de la CINOR situés sur l'ensemble du littoral CINOR sur plusieurs des Communes membres.

Cette opération se déroulera en plusieurs temps

L'enveloppe budgétaire CINOR affectée à l'opération Sentier Littoral Nord s'élève à **802 000.00 € HT.**

Ces deux opérations sont éligibles aux aides financières allouées aux collectivités/EPCI par la Préfecture au titre du programme 2025 DSIL dotation de soutien à l'investissement local (*DSIL 2025 – 50% des dépenses éligibles sur travaux identifiés Sentier littoral Nord et 80% des dépenses CINOR sur le parc aquatique AQUANOR*).

En outre, d'autres demandes de participation financière seront sollicitées ultérieurement sur d'autres programmes de financement en fonction de l'avancement de l'opération du parc aquatique AQUANOR.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

Approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation du parc aquatique AQUANOR sur financement DSIL ETAT 2025– Commune de Saint Denis,

	Participation ETAT -DSIL sollicitée 2025		CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention estimée (80% de la dépense éligible) €	Participation
1 230 000,00 €	1 230 000 €	984 000,00 €	246 000,00 €
100%		80%	20%

-Approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation de sécurisation du Sentier littoral Nord concernant les Communes, sur financement DSIL ETAT 2025,

	Participation ETAT -DSIL sollicitée 2025		CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention estimée (50% de la dépense éligible) €	Participation
802 000,00 €	802 000,00 €	401 000,00 €	401 000,00 €
100%		50%	50%

-Autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de la Préfecture de la Réunion, d'une subvention qui demeure estimée pour le parc aquatique AQUANOR et le Sentier Littoral Nord, sur la base des montages financiers précédent.

-Autoriser le Président à signer tout document et convention correspondants à cette demande portant sur ces deux périmètres.

-Approuver la participation financière estimée de la CINOR prévue dans les plans de financement joints et dont les montants définitifs seront connus après décision de la Préfecture, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2025/3-41
Du bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS DSIL ETAT 2025 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PARC AQUATIQUE AQUANOR ET POUR DES TRAVAUX DE SECURISATION DU SENTIER LITTORAL NORD

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-41 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation du parc aquatique AQUANOR sur financement DSIL ETAT 2025- Commune de Saint Denis,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation ETAT -DSIL sollicitée 2025		CINOR
	Dépense éligible € HT	Subvention estimée (80% de la dépense éligible) €	Participation
1 230 000,00 €	1 230 000 €	984 000,00 €	246 000,00 €
100%		80%	20%

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation de sécurisation du Sentier littoral Nord concernant les Communes, sur financement DSIL ETAT 2025,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation ETAT -DSIL sollicitée 2025		CINOR
	Dépense éligible € HT	Subvention estimée (50% de la dépense éligible) €	Participation
802 000,00 €	802 000,00 €	401 000,00 €	401 000,00 €
100%		50%	50%

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de la Préfecture de la Réunion, d'une subvention qui demeure estimée pour le parc aquatique AQUANOR et le Sentier Littoral Nord, sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer tout document et convention correspondants à cette demande portant sur ces deux périmètres.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière estimée de la CINOR prévue dans les plans de financement joints et dont les montants définitifs seront connus après décision de la Préfecture, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

